

# Enseignants : les raisons d'un malaise

Tâches plus nombreuses, pression du résultat, tensions... Des professionnels tirent le signal d'alarme

## TÉMOIGNAGES

**C**a va. Je tiens. J'avance...» Quand on demande à Sabine, vingt ans de métier, si elle a toujours envie d'enseigner en Seine-Saint-Denis, elle semble elle-même presque surprise de sa réponse. «A ressasser les difficultés, on finit par penser qu'on en a marre. Et puis non : il suffit de parler de l'école pour retrouver le sens de notre mission.»

Comme bon nombre de professeurs pour qui le suicide de Christine Renon, en septembre, a levé le voile sur le malaise qui traverse la profession, Sabine se souvient «précisément» de ce qu'elle faisait le 23 septembre, à l'annonce de la mort de cette «collègue» de Pantin (Seine-Saint-Denis), directrice comme elle d'une école. «Ce lundi-là, j'étais à l'école à 7h15, j'en suis repartie après 19 heures. Ce n'est qu'une fois dans le métro que je me suis autorisée à me retourner sur ma journée... et à penser à Christine. Son geste, ce qu'elle a couché sur le papier avant de se tuer, c'est l'exact miroir de notre quotidien.»

Sa lettre de trois pages, qui continue de circuler sur les réseaux sociaux, débute ainsi : «Aujourd'hui, samedi, je me suis réveillée épouvantablement fatiguée, épuisée seulement après trois semaines de rentrée.» On y lit la solitude du métier, l'accumulation des tâches, la succession des réformes, les tensions avec l'institution... Un récit dans lequel de nombreux enseignants, de la maternelle au lycée, disent se retrouver.

«Au fil des années, les formulaires, les protocoles, les dossiers à remplir se sont accumulés, au point de nous noyer sous la paperasse, reprend Sabine. Il nous faut rendre des comptes sur tout.» Récemment, son équipe a reçu un «tableau des langues» à compléter. «On n'enseigne qu'une langue, l'anglais ; ça ne change pas et notre hiérarchie le sait. C'est le genre de truc qui te prend encore une demi-heure sur ton emploi du temps, avant d'aller se perdre dans un tiroir...»

Décision a été prise, «à l'unanimité», dit-elle, d'ignorer la requête. «Depuis Christine, on essaie de hiérarchiser les tâches, de se recentrer sur les élèves.» L'institution, elle, vient de mettre le sujet du malaise enseignant sur la table. Un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) doit se réunir, mercredi 6 novembre, au ministère de l'éducation nationale. «Il est plus que temps, reprend la directrice. En salle des maîtres, certains collègues craquent ; d'autres tiennent en serrant les dents ou s'enferment dans le silence.»

### «PRISE DANS UNE SPIRALE»

Sabine, elle, veut trouver du soutien dans le «collectif». C'est aussi ce en quoi veut croire Maud, enseignante de français en collège. «A l'heure où la lame de fond sociale nous pousse vers toujours plus d'individualisme, je ne vois pas comment on peut s'en sortir sans recréer du commun et résister en équipe», martèle-t-elle. La jeune femme n'a à son actif que cinq rentrées en Seine-Saint-Denis, mais elle se sent déjà une «ancienne» : «Dans un établissement où la violence est enkystée, on vieillit plus vite.» Elle aussi voit «avec effarement» les protocoles se multiplier. «Quand, à l'issue d'un cours de sport, nos élèves ont été poursuivis par des jeunes avec



Lors de la marche blanche en hommage à Christine Renon, la directrice d'école qui s'est suicidée en septembre. A Pantin (Seine-Saint-Denis), le 5 octobre. ALAIN GUILHOT/DIVERGENCE

des bouteilles de verre, devinez ce que nous a proposé l'institution ? Un protocole pour leur apprendre à fuir ! N'est-ce pas aberrant ? » Ses questions masquent à peine sa colère. «On fait comment pour faire cours dans ces conditions ? Pour assurer la sécurité des élèves ? Et pour les faire réussir, ce qui est quand même notre mission première.»

Comme beaucoup autour d'elle, la jeune femme raconte se sentir «prise dans une spirale» : «On se sent responsable de la situation, incapable d'y remédier.» Une «spirale du désenchantement» sur laquelle le chercheur Sylvain Broccolichi s'est penché. «Les enseignants les plus jeunes, confrontés, par le jeu des affectations, aux situations les plus lourdes, se sentent démunis ; les plus anciens sont parfois aussi les plus désabusés, observe-t-il. Leurs discours se croisent et s'auto-alimentent.»

Ce constat dépasse les frontières des établissements les moins favorisés. En arrivant, en septembre, dans une école «tranquille» des Hauts-de-Seine, Stéphane ne s'attendait pas à trouver une ambiance «aussi lourde». «Mes collègues sont de super-nanas, solides, très investies... Et l'équipe ne manque pas de cohésion.» Pourtant, cela ne suffit pas, dit-il, à répondre

«IL EXISTE UN DÉCALAGE ENTRE LES OBJECTIFS ASSIGNÉS AUX ENSEIGNANTS ET LEUR RÉEL POUVOIR D'AGIR»

SYLVAIN BROCCOLICHI  
sociologue

à «toutes les urgences». Son affectation à mi-temps, en remplacement d'une enseignante hospitalisée dès la rentrée, s'est vite transformée en un plein-temps. Stéphane ne s'en plaint pas. S'il a passé le concours de professeur, à 41 ans, c'est aussi pour «gagner en stabilité», «trouver un équilibre». Il déchant. «Après quinze ans dans la restauration, je pensais que rien ne serait jamais aussi dur. Eh bien... je me suis trompé ! » La préparation des cours lui prend jusqu'à quatre heures chaque soir. «A ce rythme-là, il faut avoir une santé de fer, physiquement et psychologiquement, pour tenir.»

Est-ce le malaise qui augmente ? Est-ce la parole qui se libère, comme, à l'automne 2018, avec l'apparition du hashtag #pasdevague sur Twitter ? Les chercheurs, sans contester la force de l'expression actuelle, apportent des nuances. Enseigner génère une somme d'«expériences individuelles», rappellent-ils, et le mal-être qui s'exprime n'empêche pas d'éprouver de l'intérêt – et même du bonheur – dans l'exercice du métier. «Le mot malaise, associé à la complexité de la profession, apparaît dès le début du XX<sup>e</sup> siècle», rappelle Anne Barrère, sociologue de l'éducation. «Ce ressenti prend racine dans les années 1980, quand l'école se voit assigner l'objectif de faire réussir tous les élèves», poursuit Sylvain Broccolichi, lui aussi sociologue, qui évoque «le décalage entre les objectifs assignés aux enseignants et leur réel pouvoir d'agir.»

«Une école sparadrapp, qui doit soigner tous les maux», résume Catherine Da Silva, porte-parole du syndicat SNUipp-FSU en Seine-Saint-Denis. «On nous demande de jouer tous les rôles : assistant social, psy, médecin, animateur, auxiliaire des parents et même,

parfois, la police... Sauf celui de l'enseignant, au fond», observe Jules Siran, de SUD-Education.

Dans ce contexte, le suicide de Christine Renon – comme celui d'autres professeurs, avant elle et après elle – joue comme un «révélateur», analyse Pierre Périer, un autre chercheur : «Dans ce geste ultime, il y a un aveu d'impuissance et de perte de sens dans lequel toute une frange de professeurs peut se retrouver. Ça dit aux autres que le mal-être, la vulnérabilité peuvent aller jusque-là. C'est assez traumatisant.»

### UNE «IMPASSE PÉDAGOGIQUE»

Dispose-t-on d'indicateurs pour en mesurer l'ampleur ? Les effets ? Le «bilan social» du ministère de l'éducation fait état, entre autres chiffres, d'une hausse des démissions que l'institution ne juge pourtant «pas significative» au regard du million de personnels qu'elle emploie. Les syndicats, eux, rivalisent de statistiques. Un enseignant sur trois, selon SE-UNSA, a déjà songé à changer de métier, et neuf sur dix évoquent une charge de travail qui augmente d'année en année.

Le SNES-FSU souligne, pour sa part, une hausse des demandes de «protection fonctionnelle», «une procédure que le fonctionnaire active quand, dans le cadre de son travail, il se sent menacé», explique Yannick Lefebvre, l'un de ses porte-parole. L'épuisement professionnel peut être source de «tensions accrues» entre collègues qui finissent, dit-il, par «miner le climat scolaire».

Pour un syndicat comme le Snalc, la «surexposition» des enseignants aux risques psychosociaux ne fait guère de doute. Trois soirs par semaine, Maxime Reppert, l'un de ses porte-parole,

coanime une ligne d'écoute téléphonique, gratuite et anonyme, dans une poignée d'académies. «On fait face à un pic d'appels juste après la rentrée, et avant chaque période de vacances, explique cet enseignant à Dijon. Tous les collègues qui nous contactent ne sont pas en burn-out, mais ils se sentent très seuls face à leurs difficultés.»

Tout arrêter ? Maud, l'enseignante de français, y a déjà songé. «Imaginer les trente prochaines années comme ça, c'est difficile.» Véronique, elle, aura tenu trente-sept ans, dont vingt à diriger une école dans l'académie de Créteil. «C'est assez.» Elle raconte avoir «tout stoppé» en 2018, un an plus tôt que prévu et en renonçant à 300 euros par mois sur sa retraite. «Je me voyais aller dans le mur.» La suppression des contrats aidés a porté un «coup dur à l'école, souligne-t-elle. J'ai vu partir toutes les personnes qui m'assistaient sur le volet administratif. Et encore : après mon cancer, on m'a prolongé un contrat aidé d'un an. Presque un traitement de faveur.» Véronique a bien songé à demander un aménagement de service pour raisons médicales. «On me l'aurait probablement accordé, concède-t-elle. Mais je craignais que le travail ne soit pas fait, ou que le planning de la semaine soit encore plus chargé. J'ai préféré faire sans.»

Sarah, professeure dans le secondaire, a craqué à la rentrée. Elle espère qu'un «aménagement de poste» lui permettra de reprendre les cours. En septembre, elle a «tenu» neuf jours seulement, et encore, «en prenant des médicaments». «Un vendredi, je me suis vue ne plus réagir face à des élèves qui n'écoutaient pas, ne plus aller au front... Bref, renoncer. J'ai vécu l'impossibilité d'assumer ma mission», confie-t-elle, émue.

«DANS UN ÉTABLISSEMENT OÙ LA VIOLENCE EST ENKYSTÉE, ON VIEILLIT PLUS VITE»

MAUD  
enseignante de français

Quelques mois plus tôt, la jeune maman s'était vue refuser sa demande de temps partiel. A la rentrée, ses «vœux» n'ont pas été respectés : elle se retrouve à «jongler» entre les classes et les établissements. Elle qui n'a jamais compté ses heures se sent «trahie» par sa hiérarchie, placée dans une «impasse pédagogique». «Le pire, c'est d'avoir le sentiment de ne plus pouvoir faire réussir mes élèves.» A 40 ans, dont plus de quinze à enseigner, elle vient de découvrir un nouveau sigle : TPT, pour «temps partiel thérapeutique». Le médecin du travail lui a proposé pour reprendre le travail, mi-octobre. «Je me sens encore sur le fil... Mais que faire à part enseigner ? » Sarah s'estime pourtant «chanceuse». Dans son académie, elle a pu rencontrer «assez vite» un conseiller au rectorat puis un médecin de prévention.

### «ON EST SUR LES GENOUX»

Quand on les interroge sur les ressorts de leur mal-être, ces professeurs n'ont pas de difficulté à raconter, sous couvert d'anonymat, la «perte de sens», l'«absence de soutien», le «manque de moyens». «C'est un peu comme d'ouvrir la boîte de Pandore», souffle avec ironie, Mathilde. A 35 ans, cette ex-journaliste a embrassé le même métier que son père, «institut». Quand le sujet vient dans la conversation, une autre problématique les occupe : le «comportement» des élèves. De «certains» élèves, rectifie la trentenaire.

«Là, on touche un tabou, dit-elle. L'école inclusive», le «droit à l'école», personne ne peut être contre. Mais appliquer ce principe quand on ne sait pas d'où vient la difficulté de l'enfant, ni comment y répondre, c'est une autre paire de manche ! » Stéphane, nouvellement nommé dans les Hauts-de-Seine, en parle aussi. «Dans toutes les classes, tu as un gamin qui va mettre au défi tous les profs, cogner dans ta porte pendant une heure si tu le sors pour le calmer... Et personne n'est formé à ça ! » Le dialogue avec les familles est, dit-il, «difficile» voire «douloureux». «Elles sont en souffrance... et attendent de nous un miracle ! »

L'actualité rajoute parfois des contraintes. Depuis l'attentat du 14 juillet 2016, Caroline, enseignante de maternelle à Nice, ne voit pas le «stress retomber». «Par mesure de sécurité, les parents ne rentrent plus dans l'école. Les petits de 3 ans continuent de hurler tous les matins. Un mois après la rentrée, on est sur les genoux.»

Cet «état extrême», Dominique, enseignante de maternelle dans la Loire, le connaît aussi. Elle pensait même, il y a trois ans, ne pas s'en relever. «Trente ans à enseigner en zone difficile, ça pèse», confie-t-elle. Après une «pause», elle a repris son poste. A 58 ans, elle veut «tenir encore». «On est une école vivante avec plein de projets. La considération qu'on n'obtient pas de l'institution, on la trouve dans le regard des enfants, des parents. Je ne veux pas être privée de ça.»

MATTEA BATTAGLIA